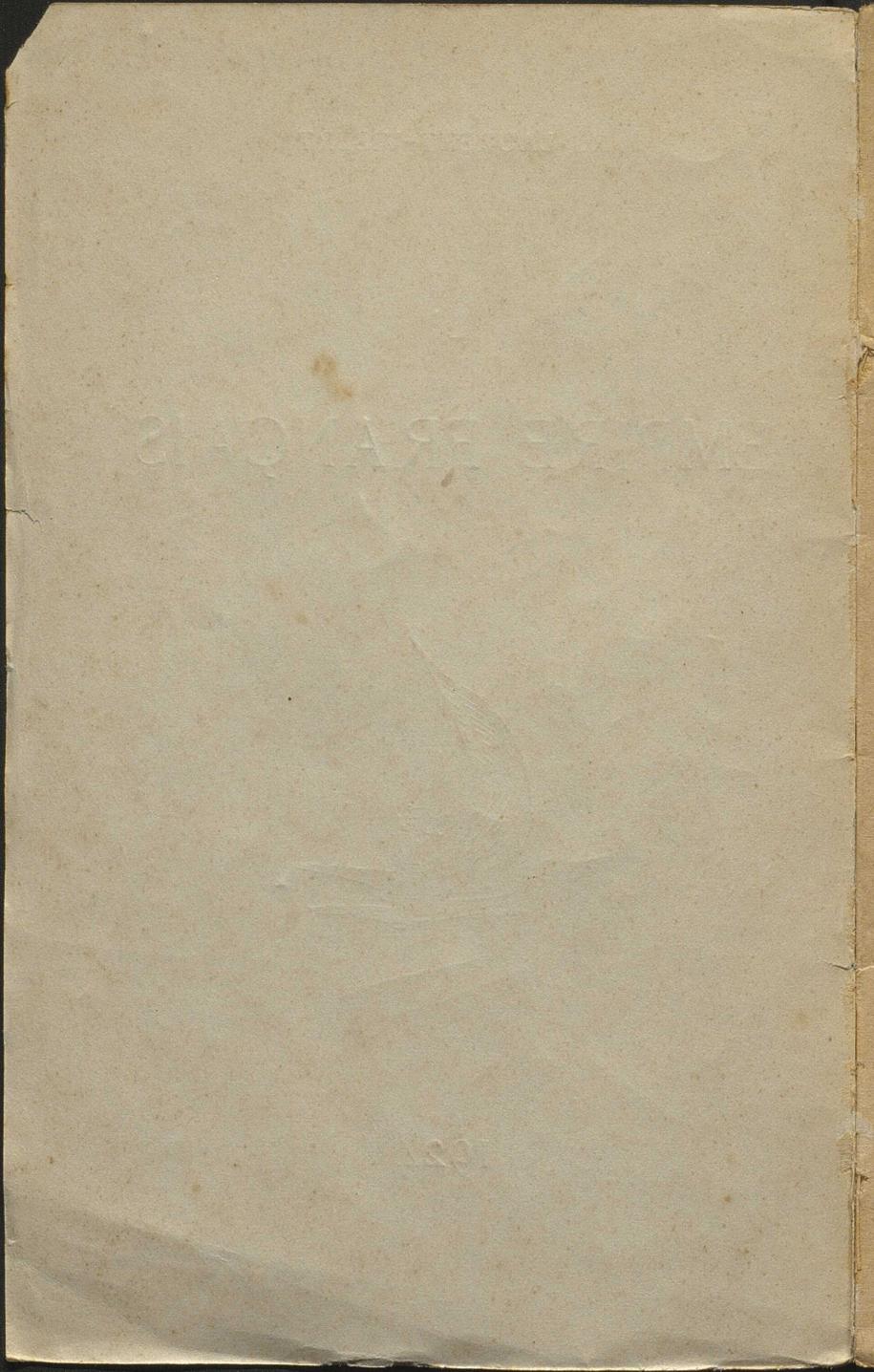


R. LAURENT-VIBERT

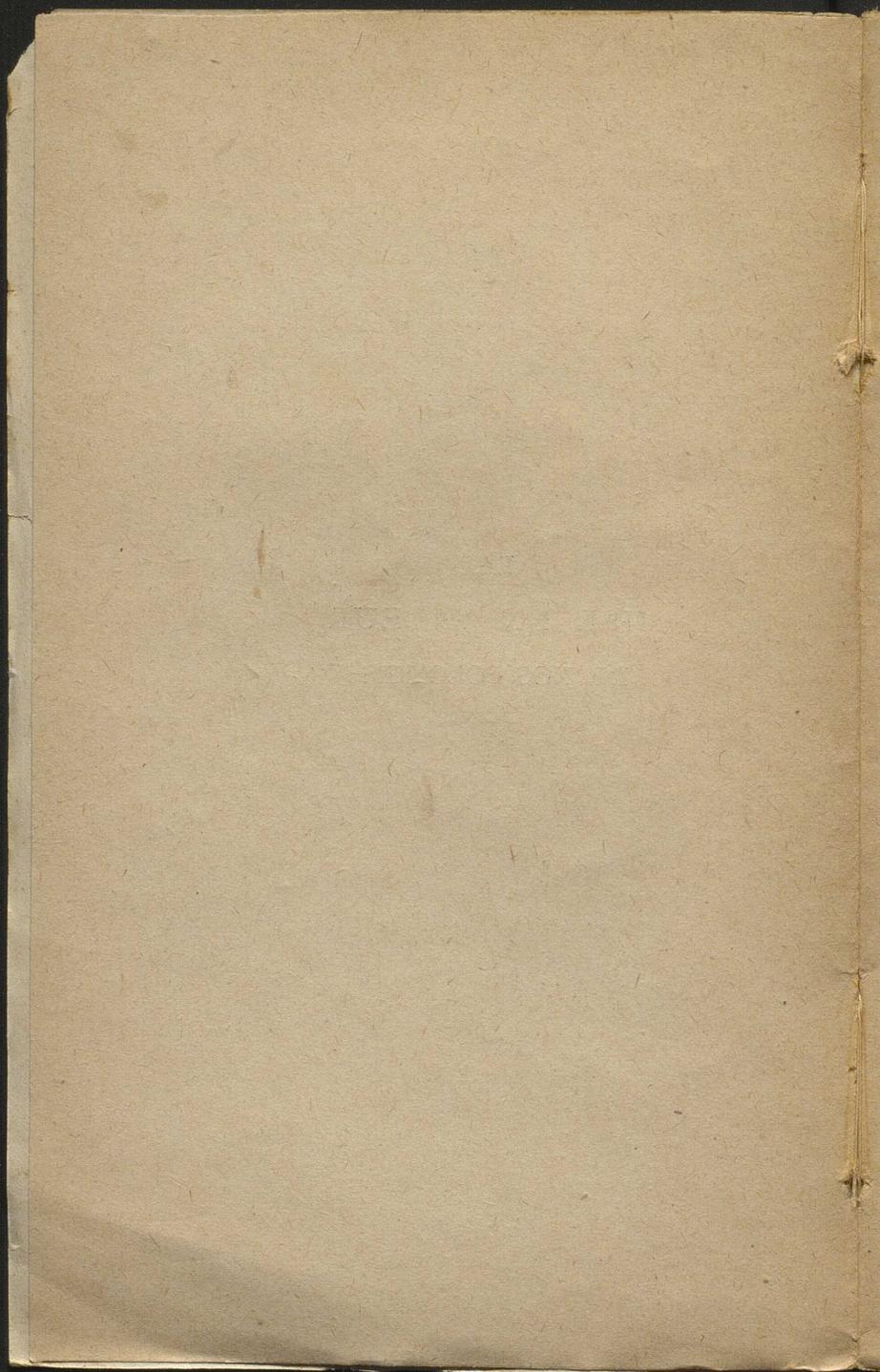
L'
EMPIRE FRANÇAIS



1924



LA
MISE EN VALEUR
DE NOS COLONIES



B4B
1822

CONGRÈS NATIONAL DES CONSEILLERS DU COMMERCE EXTÉRIEUR
LYON OCTOBRE 1924

LA
MISE EN VALEUR
DE NOS COLONIES

RAPPORT PRÉSENTÉ AU CONGRÈS

PAR

R. LAURENT-VIBERT

CONSEILLER DU COMMERCE EXTÉRIEUR

BU LETTRES



D 092 2150337

LYON
1924

B4B4

B-I

29142-53-A

APRÈS les grandes catastrophes internationales, il y a un égal danger à croire que tout est changé dans le monde, ou à penser que tout revient à l'équilibre ancien que détruisit la catastrophe. Il faut faire le point. La guerre mondiale, les traités qui l'ont suivie ont bouleversé la face de notre vieille Europe et d'une partie de l'Asie et de l'Afrique. L'oscillation s'est propagée bien au delà, sur toutes les ter-

res humaines. J'écarte les formidables problèmes moraux et sociaux. Du centre de la question que vous avez bien voulu me charger d'étudier, la mise en valeur de nos colonies, quels sont les traits essentiels de ce chaos? Cet examen, qui aurait paru, il y a onze ans, à vos yeux d'hommes d'affaires, littérature ou verbiage, s'impose comme une nécessité.

Un fait domine tous les autres. Les divers pays du monde, aussi bien, ceux qui existaient avant 1914 que les nations nouvelles, régénérées, suscitées ou découpées par les divers traités de paix, se sont économiquement clos : droits de douane prohibitifs, licences d'exportation ou d'importation, difficultés administratives, tous les procédés leur ont été bons pour élever autour de leurs frontières, que celles-ci fussent séculaires ou récentes, des clôtures sévères, parfois infranchissables.

Examiner les causes de cette situation serait un autre travail que celui que j'ai l'honneur de vous présenter. Il en est de toutes sortes. Pour l'instant, je vous prie de considérer ce simple fait : la prodigieuse inégalité de la situation politique et financière respective des divers pays du monde. Avant la guerre, l'équilibre s'établissait tant bien que mal entre les grandes nations, organisées et puissantes, autour desquelles se groupaient, selon leurs intérêts ou leurs affinités, les petites nations, qui, en somme, étaient considérées comme neutres, de droit ou de fait. La guerre de 1914 a détruit la notion de neutralité; elle a détruit trois empires : Allemagne, Autriche, Turquie. Un autre grand empire, la Russie, s'est décomposé pour se reformer selon une formule redoutable. La poussière d'Etats, dont les Alliés ont couvert l'Europe et l'Asie antérieure, a substitué à l'équilibre

qui précédait la guerre, équilibre médiocre certes, mais viable, la mêlée confuse des droits les plus légitimes, des intérêts les plus forcenés, des ambitions, des rêves historiques, des utopies sociales. Si encore, les principaux Etats, sortis victorieux de la guerre, et sensiblement égaux au point de vue politique, avaient une égale puissance économique et financière, on pourrait espérer que, de toutes leurs forces unies, elles imposeraient un ordre, une sécurité permettant le retour progressif à la santé d'un monde meurtri et convalescent. Mais, au lieu de cela, que voyons-nous? Une Amérique qui regorge d'or, une France qui en manque. Tel petit Etat, comme la Suisse, la Suède ou la Norvège, ont un change très élevé, avec une puissance politique et militaire modeste. Aucun rapport entre la richesse et la force, aucun rapport entre la prospérité géné-

rale et le crédit. L'Angleterre avec deux millions de chômeurs voit sa livre l'emporter sur le franc, et tandis que nous frémissons d'une inégalité qui froisse notre bel orgueil financier de jadis, il n'est pas un Anglais qui ne jalouse notre activité industrielle et commerciale.

Qu'il faille, de tout notre effort, lutter contre tant de causes de malentendus, de conflits, de haines et de désordre, c'est trop évident. Toute tentative, toute organisation dirigée dans le sens de la paix doit être attentivement soutenue. Mais cette tâche, ardue, nécessaire, est essentiellement le rôle des Etats : ce n'est pas le nôtre. Notre devoir est d'être clairvoyants. Nous ne devons pas par optimisme, par facilité, ou même par générosité, fermer les yeux, et nier les faits. Nous avons tous des responsabilités, précises, immédiates : nos affaires, nos maisons, notre personnel d'em-

ployés et d'ouvriers. Nous n'avons pas, nous, à travailler pour des résultats à échéance lointaine. Auprès de l'Etat, qui doit tenir compte de tous les éléments matériels et moraux qui composent une nation, nous, industriels et commerçants, fortement attachés à nos intérêts dont dépendent d'innombrables vies humaines, nous devons être les gardiens vigilants de la bonne économie nationale, et prendre, en attendant l'âge d'or, le monde tel qu'il est et les hommes tels qu'ils sont.

Donc, voici le fait : les nations se sont repliées, refermées sur elles-mêmes. Prenons le cas le plus net, je dirai le plus tragique, l'Angleterre. L'Angleterre, durant tout le xix^e siècle et le début du xx^e avait hésité, oscillé entre deux politiques également concevables. Maîtresse d'un immense empire, et maîtresse aussi des voies maritimes, elle pouvait dans la politique écono-

mique donner la prépondérance à l'un ou l'autre de ces deux avantages :

Ou bien réunir en un faisceau serré sous les plis de l'*Union Jack*, les territoires et les peuples divers de son empire, puis créer, pour les échanges en vase clos entre la métropole et ces peuples, des avantages tellement décisifs qu'ils pussent éliminer ainsi de l'*Empire trade* la concurrence étrangère, — ou bien, bénéficiant des libres routes de la mer que parcourait incessamment une marine de guerre irrésistible, renoncer aux tarifs protecteurs, et devenir, par le libre jeu des forces, les fournisseurs et les courtiers du monde. Un relâchement du lien impérial et une autonomie progressive des Colonies et des Dominions étaient les conséquences naturelles du système. L'Angleterre, par ce jeu de bascule qui est la loi de son histoire jusqu'à ces dernières années, a adopté, suivant l'intérêt du mo-

ment, tantôt la première, tantôt la seconde de ces vues d'ensemble. Le développement inattendu, puis la folie ambitieuse de l'Empire allemand qui avait compris que la puissance anglaise devait être attaquée à la fois sur le terrain de la concurrence commerciale et sur celui des armements navals, provoqua la guerre mondiale, dont l'Angleterre, dès l'origine, pressentit la durée et l'importance. Quand l'Allemagne succomba, l'Angleterre, ne perdant pas un instant de vue la totalité de ses intérêts, soucieuse de sauvegarder à la fois toutes les possibilités de l'avenir et par conséquent les conditions nécessaires aux systèmes qui, alternés, avaient fait sa force, poursuivit deux catégories d'avantages : 1° Elle eut soin de limiter la victoire militaire de la France, de détruire la flotte allemande, d'affaiblir suffisamment l'Allemagne par des amputations continentales,

afin de n'avoir pas à craindre ensuite son relèvement économique : voilà pour satisfaire les libre-échangistes ; 2° Par le partage des colonies allemandes, par l'attribution au mandat anglais des territoires d'Asie ex-ottomans, Palestine, Transjordanie, Mésopotamie, par la rupture définitive de l'Égypte d'avec la suzeraineté turque, l'Angleterre prit soin d'étendre encore les limites de son empire : et voilà pour satisfaire les impérialistes et les protectionnistes.

Elle avait tout prévu. Les démarches de l'histoire déroutent la prudence humaine. L'Angleterre pouvait, semblait-il, reprendre, à son gré, avec toutes les chances de succès, l'une ou l'autre de ces deux politiques traditionnelles : l'une et l'autre lui manquèrent à la fois, parce qu'elle avait poursuivi deux fins qui se contredisaient. Les Dominions, séparés

économiquement de la métropole durant la guerre mondiale, avaient dû créer sur leur propre sol la plupart des industries nécessaires à la vie. Quand les industriels anglais, n'ayant plus le débouché de la guerre, voulurent reprendre avec l'Empire leurs affaires sous un régime privilégié, ils se heurtèrent à la volonté bien arrêtée des Dominions de protéger des industries que les circonstances avaient fait naître et de ne plus tolérer la suprématie, voir la concurrence, de la métropole. Des barrières s'élevèrent entre les diverses parties de l'Empire, barrières qui satisfaisaient aussi l'esprit d'indépendance, d'autonomie, de révolte et de séparatisme.

La politique impériale mise ainsi en échec, les Anglais auraient voulu reprendre leur rôle de fournisseurs, de courtiers, sur des mers dont la flotte allemande, coulée à Scapa Flow, et dont la flotte française,

coulée elle aussi à Washington, ne leur disputaient plus la suprématie. Mais, là aussi, les vieux Etats dont la guerre avait multiplié les moyens de production, et les nouveaux Etats, fragments des grands empires de jadis, qui, obligés désormais de se suffire à eux-mêmes, avaient dû se créer de toutes pièces un outillage économique complet, manifestèrent à la politique dite libérale, c'est-à-dire libre-échangiste de la Grande-Bretagne, une irréductible opposition. Le maintien de la livre à un change élevé était d'ailleurs incompatible avec les exigences de la concurrence mondiale. L'Angleterre vit d'année en année, de mois en mois, s'accroître le nombre des chômeurs.

Prise, et, si vous me permettez l'expression, coincée entre ses deux politiques traditionnelles, l'une et l'autre désormais impraticables, contrainte pour s'ouvrir des

débouchés nouveaux à se faire l'apôtre d'une restauration de l'Europe centrale et orientale, elle s'est rejetée, en désespoir de cause et par une dérogation sans précédent historique au « principe des deux partis », entre les mains d'un tiers parti, le parti travailliste, dont les formules internationalistes lui paraissent synonymes d'abaissement des barrières économiques entre les peuples et par conséquent de reprise des affaires. Inconcevable illusion ! Comment ne voit-elle pas que les peuples dont elle prétend aider, à son profit, le rétablissement commercial, industriel et financier, auraient pour premier soin, que dis-je, ont déjà pour principe, de s'abriter derrière des frontières soigneusement closes pour réserver jalousement leur marché intérieur, aux industries nationales et rendre ainsi une vie normale à leurs usines et à leurs ateliers.

Mais déjà l'Angleterre ne s'aperçoit-elle pas qu'elle a fait fausse route?

Voilà le grand exemple d'une actualité pathétique qu'il nous faut méditer si nous voulons comprendre la situation de l'Europe et la politique des Etats. Je résume tout en quelques mots : population diminuée par la guerre et la révolution, d'immenses territoires retournés à une demie-barbarie et par suite à une faible consommation, insuffisance de numéraire, destruction de capital, prodigieux accroissement de la production industrielle dans les Etats qui firent la guerre et dans les pays neutres, par suite nécessité pour ces Etats de se réserver la consommation de leur marché intérieur : voilà des faits contre lesquels aucun discours, aucune conférence, aucune campagne de presse ne peut prévaloir. Il ne s'agit ni d'idées vraies ou fausses, ni d'amitié, ni de haine.

L'éloquence vient battre vainement ces murailles d'airain.

Que voyons-nous, depuis la guerre, sinon, d'année en année, l'exhaussement progressif, irrésistible de ces murailles? Avant 1914, une taxation douanière de 100 pour 100 *ad valorem* était considérée comme un acte de guerre : telle fut par exemple la mesure prise par la Turquie contre l'Italie au moment de la guerre de Tripolitaine. Ce chiffre est maintenant normalement atteint et très souvent dépassé dans des pays qui se réclament de notre amitié, même de notre alliance. Vous me permettrez de prendre des exemples dans l'une de nos industries qui travaille le plus pour l'exportation : la parfumerie.

En Italie, impossible d'exporter : la taxation atteint dix à douze lires le kilo brut. L'industriel français est réduit à fabriquer totalement ou partiellement en Italie même,

c'est-à-dire, en somme, à dénationaliser ses affaires. Même sous cette forme que de difficultés! Les quelques éléments de fabrication que vous êtes bien obligé d'expédier de France subissent, à la douane, mille difficultés d'entrée. Ils sont arrêtés pendant des semaines, des mois, sous les prétextes les plus futiles. Une maison, que je connais bien, a dû subir par ces vexations administratives un arrêt de six mois dans la vente en Italie de ses articles.

En Espagne, mêmes difficultés. Une tarification élevée mais acceptable avait permis après la guerre une reprise d'affaires. Coup sur coup, les tarifs s'accrurent, sans délai, sans avertissement. Une production sur place, toujours difficile, et sans grand résultat, car elle enlève aux articles français leur prestige auprès de la clientèle espagnole, dut être rapidement réorganisée.

En Portugal, où, dit-on, l'on aime la France, voici un fait qui date d'hier, pour une fabrication à Lisbonne 3000 prospectus français qui avaient coûté 26 francs le mille, soit en tout 75 francs, durent payer 132 escudos 60 de douane, soit 2000 francs, c'est-à-dire plus de 26 fois leur valeur.

Aux Etats-Unis, continuation de la politique protectionniste d'avant-guerre.

Je ne parle pas des pays, comme l'Allemagne, l'Autriche, la Roumanie, la Pologne, la Bulgarie, la Tchéco-Slovaquie, soumis au régime de la licence d'importation pour les produits de luxe. Je ne parle pas des pays où triomphe le régime sec, comme la Norvège et la Suède, où tout produit contenant à un titre quelconque de l'alcool est soupçonné d'être utilisé comme boisson, mais l'Angleterre, qui n'exporte pas assez, n'a-t-elle pas élevé brusquement en 1920 ses droits, qui ont frappé, sans

avis préalable, même les marchandises arrivées dans ses ports? La Belgique elle-même, que tant de liens sacrés unissent à nous, n'a-t-elle pas dû relever par étapes ses tarifs douaniers?

Tous les exportateurs français auraient, chacun dans sa sphère, mille traits à citer. On pourrait écrire le « Martyrologe de l'Exportateur français ».

Mais sommes-nous exempts de fautes et de faiblesses? La France n'a pas su, elle aussi, déterminer clairement sa politique. Son change, placé à mi-chemin entre celui des états centraux et celui de l'Amérique, de l'Angleterre et des pays neutres, était favorable à son exportation. Mais elle a dû, elle aussi, pour sauvegarder certains intérêts d'ailleurs respectables, prendre des mesures de protection qui lui ont, par réciprocité, fermé certains débouchés. Elle a été contrainte d'entrer, elle aussi,

dans l'implacable système des murailles d'airain.

Il semble que les divers gouvernements français n'ont pas su voir clairement où résidait pour nous, et j'ajouterai pour *nous seuls*, la solution du problème de notre équilibre économique. Cette solution, elle existe, non pas comme on le dit trop souvent dans l'exploitation de nos colonies, mais, suivant la formule que je vous propose, dans la mise en valeur de l'Empire français.

Je précise. Quand j'emploie le mot Empire, je n'entends nullement faire allusion à un régime politique dont je ne me réclame point. J'exprime simplement un fait qui est le suivant :

Les colonies françaises qui, à l'époque de leur constitution, n'étaient que des comptoirs d'outre-mer, séparés de France par de très longues semaines de navigation, et réservés soit à des compagnies, soit à un très petit nombre d'armateurs et de commerçants, pouvaient, à la rigueur, être considérées comme des annexes lointaines de la patrie, ne jouant dans l'équilibre des forces nationales qu'un rôle secondaire. Depuis le milieu du xix^e siècle, très exactement depuis la prise d'Alger, en 1830, est né l'empire français, je veux dire que, désormais, la conception proprement « coloniale » est périmée. Il ne s'agit plus de terres que l'on exploite, ce qui impliquerait qu'il y a des exploitants et des exploités ; il s'agit de territoires et de peuples divers, sur lesquelles la Monarchie, puis la République ont élevé le signe protecteur de notre drapeau, et qui forment avec la métro-

pole un *tout* indissoluble, comportant des échanges économiques aussi bien que des balances de droits et de devoirs. Une telle idée s'exprime fort souvent dans les propos officiels. Qui en est vraiment pénétré, même convaincu? Quand on prononce le mot : France, la plupart des Français et parfois de très bons Français ne conçoivent rien au delà des Départements, et le mot « colonies » n'éveille en eux que l'image indistincte de forêts vierges, de quelques nègres sous un ciel de feu, de fonctionnaires et de quelques colons. Le spectacle splendide de nos troupes coloniales ne les convainc même pas que la France ne s'arrête pas aux frontières.

Si les causes d'une telle ignorance et d'une telle indifférence sont multiples, on peut dire pourtant que la raison essentielle en est que l'Etat, à part d'honorables exceptions individuelles, n'a pas de doc-

trine sur ce point, qu'à ses yeux les colonies paraissent une sorte de luxe, souvent inutile, parfois dangereux, et que par une sorte de scrupule démocratique, il semble que parler d'un empire français ce soit, aux yeux du monde, faire figure d'impérialisme, comme si la timidité dans les mots pouvait, aux yeux des réalistes que sont nos alliés ou nos ennemis, masquer la réalité.

Cette timidité est non seulement indigne d'un grand pays, mais elle est très dangereuse. Nous semblons peu tenir à nos conquêtes d'Outre-Mer ; nous autorisons ainsi toutes les ambitions et tous les rêves des Puissances tard venues dans l'histoire ; et comme il y a, malgré tout, dans l'ensemble du pays, la volonté très forte de ne rien abandonner de ce que nos soldats ont conquis au prix de leur sang, nous préparons par cette fausse humilité qui

semble cacher la faiblesse, les plus redoutables malentendus.

Affirmons donc, sans arrogance (nous ne sommes pas des parvenus dans l'histoire du monde) mais avec une forte sérénité, que la France est désormais un Empire, un très puissant Empire, le seul qui mérite ce nom. L'Empire anglais, si vaste qu'il soit, n'est plus qu'une fédération. Canada, Australie, Afrique du Sud, ont une autonomie qui s'affirme d'année en année. En Egypte, les Anglais occupent un point stratégique qui leur est indispensable, mais le pays leur échappe économiquement et moralement. Qui sait l'avenir que cachent les nuées sombres qui couvrent les Indes ? L'Empire anglais ne se maintient qu'en relâchant chaque année d'un cran le lien impérial. La guerre mondiale a été le point de départ et le prétexte de sécessions graves. La menace qui a pesé sur le

« Vieux Pays » a suscité, dans tout l'Empire anglais, plus de prudence que d'enthousiasme, et le danger a fait éclater la divergence des sentiments et des intérêts.

Au contraire, la guerre mondiale a été pour l'Empire français la pierre de touche de son unité, de la solidarité profonde qui unit toutes les parties. C'est par centaines de milliers que sont venus combattre et mourir chez nous nos soldats coloniaux. Ils constituent maintenant des troupes permanentes sur le sol même de la patrie. A un moment de l'histoire du monde où tous les antiques groupements de peuples se désagrègent, s'émiettent, se dispersent, comme les bancs de sable d'un fleuve débordé, notre Empire, tenu par des troupes françaises insignifiantes, montre à l'univers un admirable exemple de cohésion et de stabilité; et nous serions assez fous, par respect pour je ne sais quelles rêve-

ries internationales, de négliger, de laisser s'affaiblir cette force magnifique! qui sait même, de concevoir, pour obtenir un brevet précaire de pacifisme, la liquidation partielle de cette force!

Cette force, il nous faut la mesurer exactement. Elle est immense. Songez qu'étant déjà, sur notre propre sol, une nation suffisamment agricole pour nous nourrir nous-mêmes sans faire appel à l'étranger, nous serions dans le monde une puissance parfaitement autonome, et par conséquent parfaitement libre, si notre Empire nous fournissait à la fois les matières premières de notre Industrie, et les débouchés pour nos produits manufacturés, ou, pour mieux dire (les colonies devant prévoir pour elle-mêmes un développement industriel), si, dans les li-

mites de l'Empire, nous pouvions pour l'essentiel vivre sur nous-mêmes. Il ne s'agit certes pas de rompre nos liens avec les pays étrangers. Bien au contraire : plus nous serons indépendants et plus nous aurons de facilités et de force dans la concurrence mondiale.

Le problème colonial conçu sous la forme la plus haute et la plus féconde consiste donc à examiner de quelle façon, par la mise en valeur systématique des ressources de notre Empire, nous pouvons conquérir, à une époque où les nations se renferment dans leurs frontières, la pleine et complète liberté économique.

Il serait tout à fait inutile, dans les étroites limites de ce rapport, de reprendre les statistiques, dont la réunion et l'examen ont fait l'objet d'ouvrages auxquels il est plus simple de vous renvoyer.

La série des remarquables rapports publiés à l'issue de l'Exposition Coloniale de Marseille en 1922, les comptes rendus des congrès de la production coloniale, ou de l'organisation coloniale¹, les études méthodiquement conduites sous la direction de M. Yves Henry² sur nos matières premières coloniales, l'excellent manuel de

¹ Publié à Marseille, Institut Colonial, 1922 et 1923.

² Publié chez Emile Larose à partir de 1918.

M. Megglé¹ et enfin, résumant magistralement tous les travaux antérieurs, le livre admirable de M. Albert Sarraut² : ces ouvrages vous apporteront sur les problèmes qui peuvent solliciter votre attention d'utiles précisions. Il ne s'agit pour nous que d'en dégager certains traits essentiels. J'emprunterai les quelques chiffres et les quelques faits que je veux, à titre d'exemples choisis et non pas d'étude d'ensemble, mettre sous vos yeux, au livre de M. Albert Sarraut, bien placé pour avoir à sa disposition les renseignements les plus contrôlés. Je me permettrai également d'arrondir les chiffres. Il ne s'agit ici que de proportions.

Donc, si nous prenons les produits que

¹ *Le Domaine colonial de la France*, Alcan, 1922.

² *La Mise en valeur des colonies françaises*, Payot, 1923.

les Anglo-saxons appellent les *Produits clefs*, c'est-à-dire ceux qui sont propres à assurer l'indépendance économique d'un pays, nous n'avons qu'à comparer le chiffre global des importations en France de ce produit, avec le chiffre d'importation des colonies. Nous mesurerons ainsi exactement l'effort à accomplir pour nous assurer cette indépendance, et nous verrons en même temps dans quelle mesure ce progrès semble possible.

HOUILLES

Nous avons besoin d'en importer de 250 à 300 millions de quintaux métriques par an. Nos colonies ne nous en fournissent que le chiffre dérisoire de 1.500 quintaux, en réalité rien, et c'est une situation qui ne peut guère s'améliorer. Les mines médio-

cles de l'Afrique du Nord, celles, très supérieures, de l'Indochine ne suffisent pas au besoin du pays. D'ailleurs, même en cas d'exploitation intensive des mines les plus riches (celles du Tonkin) on ne concevrait la possibilité d'en amener une partie en France que si le taux du frêt et celui de la piastre diminuaient simultanément.

Le gisement de l'Ianapéra à Madagascar est inexploitable faute de moyens de transport, et si ceux de la Nouvelle Calédonie doivent, quelque jour, suffire aux besoins de la colonie ils ne peuvent en rien contribuer à l'approvisionnement de la métropole.

Donc, dans l'état actuel de l'outillage économique, nous aurons toujours besoin du charbon étranger. Ce n'est pas par les colonies qu'il faut, sur ce point, nous assurer l'indépendance, mais c'est par la mise en valeur systématique de nos ressources en force motrice naturelle, et notamment par

l'électrification des chemins de fer. Nous libérer de cette dangereuse obligation ne serait donc pas seulement un progrès technique considérable, mais une grande œuvre d'émancipation industrielle.

PRODUITS D'ALIMENTATION

Céréales. — Sur une importation totale annuelle de 35 millions de quintaux, nos colonies ne nous en fournissent que 1 million, c'est-à-dire 3 pour 100. La situation peut s'améliorer très sensiblement, et c'est dans l'Afrique du Nord que doit se faire le principal effort. L'Algérie, sur une récolte annuelle de 23 millions de quintaux, pourrait disposer de 3 millions $1/2$ pour l'exportation. Blés tendres, blés durs, orges et avoine, maïs, ont chacun leur terre de choix. Même situation en Tunisie et au Maroc.

L'Afrique du Nord mise à part, nos colonies paraissent peu propres à la culture du blé, de l'orge et de l'avoine; par contre le maïs réussit en Afrique Occidentale, en Indo-Chine, à Madagascar.

Qui ne voit que ce problème est lié étroitement à un autre, plus général, celui du peuplement et de la colonisation de l'Afrique du Nord; il est extrêmement complexe. Les deux rapports de M. Brunel, directeur de l'agriculture, du Commerce et de la Colonisation au Gouvernement général de l'Algérie, et de M. Martinier, vice-président de la Chambre d'Agriculture de Tunis, insérés tous deux dans les comptes-rendus du Congrès de l'organisation coloniale apportent sur ce point toutes les précisions utiles. Je ne veux que situer la question dans le tableau d'ensemble que nous tentons d'esquisser.

Graines oléagineuses. — Sur 6 millions $\frac{1}{2}$ de quintaux, 3 millions $\frac{1}{2}$ viennent de nos colonies. C'est un résultat très appréciable, qui serait sensiblement accru si toute la production coloniale disponible venait en France. Cette production s'élève à 4.100.000, soit les deux tiers de notre consommation. Il serait sans doute aisé, sur ce point, d'arriver à nous libérer entièrement des fournitures étrangères.

Bestiaux, viandes fraîches ou conservées. — Les bestiaux importés en France sont, pour les $\frac{5}{6}$, d'origine coloniale ; les viandes fraîches ou conservées de $\frac{1}{10}$ seulement. Cette situation peut aisément s'améliorer. En Annam, au Cambodge, à Madagascar, les essais ont été concluants. On estime par exemple à Madagascar, que 200.000 têtes de bétail sont disponibles par an pour l'exportation.

Riz. — Sur 900.000 quintaux, 700.000 proviennent de nos colonies, et encore la fraction fournie par l'étranger est-elle anormale, notre Cochinchine étant à elle seule capable de satisfaire à la totalité de nos besoins.

Laines. — Même situation au-dessous du médiocre : sur 1 million 700.000 quintaux importés, nos colonies ne nous en fournissent que 100.000, soit à peine 0,6 pour 100. Or la situation de cette industrie française peut, dans un avenir plus ou moins éloigné, devenir critique. La laine importée en France provient en grande partie d'Australie, de Nouvelle Zélande, d'Argentine et de l'Afrique du Sud. Ces pays voient chaque année leur production diminuer en raison de la disparition progressive des grandes propriétés et du développement de la consommation de

viandes frigorifiées. Il y a donc urgence à dresser un programme d'ensemble.

L'effort semble devoir porter principalement sur l'Afrique du Nord, tant sur les Hauts Plateaux et dans le Tell (rendement de 40 à 45 pour 100) que dans le Sud, où la laine, plus fine, n'a qu'un rendement de 30 à 35 pour 100.

L'Afrique Occidentale française et l'Indochine n'ont pas donné les résultats qu'un instant on s'est cru en droit d'espérer. Madagascar paraît plus intéressant, notamment au Sud de l'Ile, mais jusqu'à présent, on enregistre plus d'essais que de résultats.

Coton. — Voici une matière première qui appelle de notre part une attention particulière et pour laquelle je vous demande quelques développements. C'est une illustration frappante des quelques

idées que j'ai cru devoir vous exposer au début de ce rapport.

Nous avons besoin annuellement pour alimenter nos usines, et donner du travail aux 300.000 ouvriers de cette industrie, de 3 millions de quintaux de coton (y compris l'Alsace et la Lorraine). Nos colonies, nous en fournissent 30.000, c'est-à-dire 1 pour 100.

Cette situation, cette disproportion entre la production et la consommation n'est pas particulière à la France. Si nous considérons l'ensemble du monde, voici ce que nous constatons :

La production mondiale est de 40 millions de quintaux dont 75 pour 100 aux Etats-Unis; 16 pour 100 aux Indes, 7 pour 100 en Egypte, 2 pour 100 dans divers pays. La consommation mondiale est de 45 pour 100 pour les Etats-Unis, 40 pour 100 pour la Grande-Bretagne, 6,5 pour 100 pour la France.

On voit qu'ici le déséquilibre est général. Il y a soixante ans certains pays produisaient, d'autres fabriquaient. Ce déséquilibre est né le jour où les divers pays producteurs se sont mis eux aussi à fabriquer. Ainsi les Etats-Unis, qui, en 1815, n'utilisaient que 15 pour 100 de leur production, en manufacturent actuellement 65 pour 100, presque les deux tiers. Les Chefs du mouvement séparatiste hindou, pour soutenir efficacement leur lutte contre l'Angleterre, ont compris que l'un des meilleurs modes de combat serait d'utiliser sur place le coton expédié naguère aux usines anglaises. Le mot d'ordre de Ghandi aux femmes de l'Inde est de filer et de tisser. Le résultat est double, industriel et commercial : chômage en Angleterre, et fermeture aux cotonnades anglaises d'un marché très important.

Ce n'est pas la première difficulté qu'ait

eu à subir, pour son approvisionnement, l'industrie cotonnière anglaise. Déjà en 1903 une récolte déficiente avait obligé les industriels du Lancashire à fermer leurs usines. Présentement l'Angleterre fait des efforts considérables pour développer ou créer la culture du coton au Soudan Egyptien, en Nigeria, dans l'Ouganda, le Nekya, la Mésopotamie, en Australie. Une Association, la « British Cotton Growing Association », au capital souscrit de £ 500.000, centralise les tentatives et les résultats.

La Belgique au Congo, l'Italie en Somalie, essayent de développer ou d'introduire la culture du coton pour résoudre ce difficile problème.

En face d'une situation qui nous met à la merci des Etats-Unis, dont nous viennent les 80 pour 100 de notre ravitaillement cotonnier, que faisons-nous? Pouvons-nous préparer sur ce point, grâce à notre empire,

notre indépendance? Voyons où nous en sommes.

Laissons de côté l'Afrique du Nord, où les quelques essais tentés n'ont pas été encourageants. On ne peut espérer une production de plus de 1.000 à 20.000 quintaux métriques; négligeons aussi Madagascar. Il semble que notre production cotonnière puisse se répartir en trois groupes principaux :

1° Le groupe indo-chinois, avec les cultures du Cambodge, de la Cochinchine et de l'Annam. Les cultures du Tonkin sont peu importantes. Au Cambodge surtout les « terres rouges » se sont révélées excellentes pour la production et la qualité. Mais il y a lieu d'observer que la plus grande partie des cotons indochinois est exportée sur Hong-Kong et le Japon. N'y aurait-il pas moyen de les dériver sur la France?

2° Le groupe de l'Afrique Occidentale. Le coton indigène, qui est cultivé depuis longtemps au Soudan, n'était pas susceptible d'exportation en raison de son prix de revient. Des essais d'irrigation, conduits de 1914 à 1916, ont prouvé qu'une culture intensive par l'irrigation était possible dans la vallée du Niger. C'est un immense travail qui comporte, outre l'organisation de l'irrigation elle-même, celle des voies ferrées, celle de la main-d'œuvre, du régime foncier, etc. Mais quand on songe que le champ cotonnier pourrait occuper une superficie de 400.000 hectares, et que les essais permettent d'espérer une production de 4 quintaux à l'hectare, on voit que c'est plus d'un million de quintaux, soit le tiers de notre consommation, que nous pourrions produire par nous-même.

3° Enfin, un centre de production cotonnier est constitué par la Cilicie et la Syrie,

surtout la Cilicie, qui n'est qu'une vaste culture admirablement abritée. On sait comment nous avons abandonné cette région que nous étions parvenus à occuper et à pacifier au prix de très grands sacrifices. Non seulement nous avons perdu cet avantage, mais par l'in vraisemblable frontière tracée au nord de la Syrie, frontière qui met Alep et Alexandrette à la merci d'une incursion turque, nous rendons précaire et difficile l'exploitation de la vallée de l'Oronte. Les grands espoirs que l'on pouvait légitimement fonder, au point de vue particulier du coton, sur les accords de 1916 concernant le Proche-Orient, se sont évanouis devant les conceptions hâtives d'une politique sans vue d'ensemble.

PÉTROLE

Sur ce point, nous sommes tout à fait en état d'infériorité. Les recherches faites depuis 1906 en Algérie, aux environs de Relizane et dans le Sahara, n'ont pas été satisfaisantes. De nombreux sondages à Madagascar ont permis de découvrir la présence d'hydrocarbures, mais, faute de capitaux, l'exploitation de ces gisements n'a pas été poursuivie. Il semble pourtant que l'existence du pétrole à Madagascar, en quantité industrielle, ne saurait être mise en doute.

L'abandon de la région de Mossoul, sur laquelle les accords de 1916 avaient étendu le mandat français, a donc été une faute très grave, non point que les gisements de Mossoul fussent facilement exploitables; mais ils sont certains et d'une richesse que

l'on a parfois comparée à celle des gisements roumains. L'Angleterre qui exploite d'une façon remarquable les 15 millions de tonnes de l'Anglo-Persan Oil Company, au Sud de Bassorah, ne se soucie pas de renouveler pour Mossoul un effort financier qui fut considérable. De plus, l'incertitude du régime politique dans cette région rend toute entreprise très hasardeuse malgré les garanties de participation que nous avons obtenues. Une matière première aussi essentielle doit d'ailleurs, pour ne pas nous manquer aux jours difficiles, avoir ses gisements sous la protection de notre drapeau.

BOIS

Sur 12 millions $1/2$ de quintaux métriques, 125.000 viennent des colonies, soit 1 pour 100; or nous possédons un

incomparable domaine forestier. L'ignorance des espèces produites, la difficulté des transports, l'absence d'une exploitation méthodique, sont cause que nous nous adressons encore à l'étranger pour des bois dont nos colonies et notamment l'Afrique équatoriale pourraient nous fournir des équivalents.

A la question des bois, se rattachent celle des pâtes à papier pour lesquelles nous sommes, en totalité, tributaire de l'étranger. L'Indochine, où déjà se fabriquent par an 3.000 tonnes de pâte à papier, l'Afrique Equatoriale, où le Gabon fournit un papyrus excellent, l'Afrique du Nord avec un million de quintaux d'Alfa, (absorbés par l'Angleterre à qui nous achetons le papier!) : voilà un chapitre où il y a en toute certitude beaucoup à faire.

CAOUTCHOUC

Nous importons sur 235.000 quintaux, 40.000 de nos colonies, soit 30 pour 100 environ. L'Indochine est, de beaucoup, le centre le plus important puisque sur ces 40.000 quintaux elle en fournit 35.000. Si l'on observe l'accroissement continu de la production, il est permis d'espérer que dans quelques années l'Indochine pourra atteindre une production de 70.000 quintaux, ce qui, avec la production de l'Afrique Occidentale et équatoriale ainsi que du Togo, constituera un apport de 100.000 quintaux environ de caoutchouc à l'industrie française, soit près de la moitié de ses besoins totaux.

J'ai négligé à dessein tous les produits secondaires, dont certains sont cependant très intéressants; j'ai négligé aussi tout ce qui est proprement l'aménagement de nos colonies : routes, voies ferrées, ports, hygiène, enseignement. Cette étude, qui veut rester très brève, ne tend qu'à établir à l'aide de quelques exemples choisis l'exacte position de ce que j'appelle le *problème impérial* et que je formule à nouveau : *comment la France peut-elle, dans les limites de son empire, conquérir son indépendance économique*. Il ne s'agit pas pour nous d'étudier comment l'Indochine, par exemple, peut se suffire à elle-même et s'organiser pour cette fin. Cela, c'est le problème indochinois, qu'il faut d'ailleurs résoudre, mais ce n'est point de lui que je me préoccupe, non plus que du problème sénégalais ou tunisien. Qu'on ne s'étonne donc pas que je sois à ce point sommaire et avare de

détails. Il ne s'agit ici que d'idées très générales.

Il serait vain de se dissimuler que le tableau d'ensemble que j'ai esquissé laisse apparaître dans l'économie nationale de graves lacunes; et il est bien évident que, pour certaines matières premières, nous resterons toujours tributaires de l'étranger. Mais un fait reste certain : le développement de nos ressources coloniales, sur les points où le succès n'est pas douteux, nous permettrait de renverser à notre profit la balance commerciale, et les conséquences seraient considérables.

D'ailleurs, qui conteste en France l'intérêt d'un tel développement? Cependant, à parcourir les rapports innombrables pu-

bliés depuis vingt ans, tant de discours de ministres ou de gouverneurs généraux, tant de statistiques et tant de projets étudiés et mis au point, on ne peut s'empêcher, malgré les résultats obtenus, d'être frappés d'une sorte d'impuissance générale. Pour qui a voyagé, l'impression est la même. L'un de mes amis, dont je connais la rigueur de jugement et le don remarquable d'observation impartiale, m'a fait le récit, infiniment mélancolique pour un Français, d'un voyage autour de l'Afrique. Malgré les efforts et les initiatives individuelles, malgré même la bonne volonté de l'administration, l'arrivée à Tamatave dans un port mal agencé, dans une ville sans hôtel, offre un contraste douloureux avec la netteté, l'ordre, le confort du Natal ou du Cap. La Réunion, vieille colonie, offre l'image de l'abandon et du désordre. Je mets à part l'Afrique du Nord, devenue

une nouvelle France que séparent de la Métropole les flots bienveillants de la mer qui est nôtre; partout ailleurs plane un malaise sur les destinées de l'Empire.

Nous devons courageusement, et sans crainte de paraître importuns, tracer les caractères de ce malaise et essayer d'en déterminer les causes. Tout se formule en un mot: nous sommes, en fait, un Empire, — et nous n'osons pas l'être.

Orientée dans le sens colonial par les plus grands ministres de la Monarchie, Richelieu et Colbert, affermie dans cette voie par la conquête de l'Algérie, la France vaincue de 1870, renonçant pour un temps à la revanche sur le Rhin, l'a prise quand même, magnifiquement, en Afrique et en Asie. Mais par une crainte constante de l'opinion publique européenne, par crainte aussi de l'opinion française, l'Etat, au lieu de provoquer l'enthousiasme créateur, a

laissé et laisse encore volontairement dans l'ombre ce qui serait de nature à exalter la jeunesse de notre pays et à la porter vers les terres nouvelles où elle trouverait de quoi fonder de vastes familles, richesse indispensable à l'exploitation de nos domaines d'outre-mer. Certains partis ont pris comme plate-forme électorale la lutte contre ce qu'ils appellent les aventures coloniales, comme si l'abstention de la France dans le domaine de l'expansion mondiale devait interdire à nos concurrents l'accès des terres nouvelles, et comme si la prospérité générale de l'industrie et du commerce, dont la mise en valeur des colonies reste un facteur important, était sans intérêt pour l'amélioration du sort des classes laborieuses !

Nos gouvernements successifs, poussés par le désir de ménager les groupes parlementaires influents qui prétendaient repré-

senter les masses populaires, ont essayé de voiler, sous je ne sais quelles formules honteuses, la vérité qui est belle pourtant, et qui peut se formuler ainsi :

La France, par son passé, et par ses possibilités d'avenir représente une des grandes forces de civilisation qui soient dans le monde. Or, qu'on le veuille ou non, il y a des inégalités certaines entre les degrés de développement des diverses régions et peuples du globe. Je sais fort bien qu'il est aisé de démontrer, sur le plan de l'esprit pur, qu'un peuple en vaut un autre et qu'il n'y a aucune raison pour que les nègres du Soudan obéissent à des Français. Ne confondons pas les idées. Il ne s'agit pas de valeur intrinsèque, morale, des divers hommes. Il s'agit de l'ordre mondial, de l'organisation générale de l'Univers. Le groupement qui s'est constitué peu à peu autour de la France est légitime, même

et surtout s'il a pour cause la conquête militaire, parce que cette conquête est le fait d'une supériorité de sacrifices et, ajoutons-le, puisque c'est vrai, parce que cette conquête a toujours abouti à une éducation progressive de l'indigène, et que la France a toujours associé à son effort, fraternellement, les peuples placés sous sa souveraineté.

Quand on parcourt d'un regard rapide les diverses époques de l'histoire, il apparaît comme un fait incontestable que, depuis l'Empire romain, nous avons été les seuls à *nationaliser* les peuples les plus divers, et si les Français étaient tenus un peu mieux au courant de ce qui fait leur gloire et leur honneur, si tous les journaux, au lieu de remplir leurs colonnes de crimes, de scandales, ou de stériles discussions, donnaient les nouvelles de l'Empire, ils sauraient, par d'innombrables exemples,

comment les plus modestes fils de France, s'ils sont fils de bonne mère, administrent, gouvernent, rendent la justice, à la satisfaction de tous, dans les bleds les plus lointains, sans troupes nombreuses, sans violence, par le seul prestige de notre drapeau et par la seule droiture de leur esprit! Que n'aurais-je pas à dire sur le rôle de nos missions religieuses qui ont partout maintenu, à force d'intelligence et de bonté, le rayonnement de la France? Quand on a eu la joie et le grand honneur de vivre avec ces Français, soldats ou missionnaires, qui vous font goûter la saveur la plus douce et la plus forte de la Patrie, — comme je l'ai fait au Maroc, en Tunisie ou en Syrie, — on demeure confondu de l'ingratitude de l'Etat, de l'ignorance de la Nation et des mensonges systématiques d'une certaine presse. Certes, la liberté a ses droits, mais la vérité n'en a-t-elle pas?

Est-il admissible que l'Etat, qui, lui, connaît la vérité, n'use pas de sa toute puissance pour rétablir dans leur intégrité les faits, et soutenir, envers et contre tous, les hommes sur qui se fonde notre grandeur ?

Nous donnons dans le monde l'impression que, possesseurs en fait d'un Empire, nous doutons de la validité de nos titres. Que dis-je ? Cette impression, ce n'est pas seulement à l'étranger, mais c'est à l'intérieur même qu'elle se manifeste. Dès lors, nous autorisons toutes les espérances de nos rivaux et nous légitimons, chez nous-mêmes, toutes les défaillances. A-t-on la décevante et funeste illusion que nous travaillons ainsi à la paix du monde ? L'Italie envoie, dans nos colonies, des reporters qui les étudient, au point de vue de leurs possibilités d'avenir, et, du moment que nous n'affirmons pas, avec autorité, nos droits historiques et incontestables à la souve-

raineté de notre Empire, les économistes italiens ont beau jeu de démontrer qu'à population égale il faut des terres d'expansion égales et que la loi du nombre, dont nous semblons faire notre nouvelle divinité, exige que nous leur remettions la Tunisie, pour commencer. Je n'exagère rien, hélas ! Croit-on que des déclarations de pacifisme vont calmer des appétits certains et des convoitises qui ne se satisfont pas de viande creuse ? Il est excellent de déclarer que la France n'est pas impérialiste. Mais, une bonne fois, définissons le mot. On l'agite devant l'Europe comme un épouvantail, mais nul ne songe à préciser. Entre la volonté monstrueuse d'une hégémonie universelle comme celle qui, en 1914, a saisi l'Allemagne, et la résolution pour un peuple, comme la Suisse par exemple, de vivre sans agrandissement territorial, dans les limites remontant à sa

fondation historique, il y a place pour les nations dont le destin, — secondé par ses hommes de génie et les circonstances, — a été de grouper autour d'elles des territoires et des peuples. Que faire à cela? C'est un fait qu'il est puéril de contester. Pour la France, que la République démocratique a appelé *une et indivisible*, n'est-ce pas la conquête, et la conquête militaire, qui a aggloméré progressivement, autour de l'Ile de France, berceau de la Royauté capétienne, toutes les provinces françaises? Et les deux dernières, celles qui sont entrées le plus tard, en 1860, dans la famille française, les Savoies et le Comté de Nice, ne sont-elles pas les fruits magnifiques de Solferino et de Magenta? Dès lors, par quelle hypocrisie peut-on nier cette force d'expansion de la France? Je veux bien qu'on n'appelle pas cette force *impérialisme*, puisque c'est un mot tabou, mais je ne vois pour

tout esprit normalement constitué, en face de ce fait, l'Empire français, que deux attitudes : ou affirmer qu'il est légitime et réclamer qu'on le défende par tous les moyens — ou bien, si l'on croit que toute conquête est monstrueuse, nous retirer purement et simplement, ce qui d'ailleurs amènera immédiatement dans le monde les plus effroyables désordres : et voilà qui ferait l'affaire de bien des peuples et de bien des gens.

C'est faute d'avoir su nettement prendre parti, que l'Etat français n'a pas eu la politique générale, nécessaire à la réalisation de ce plan d'ensemble dont l'ouvrage de M. Albert Sarraut, pour ne citer que lui, trace les traits essentiels. Je le dis sans hésiter : tous les projets de mise en valeur des colonies, tous ces tracés de chemins de fer, de canaux d'irrigation, de routes, de mines, me semblent voués à l'échec ou à une vie végétative, si nous, qui représen-

tons une force nationale dont nous ne nous rendons pas assez compte, nous ne demandons pas à l'Etat d'avoir, avant toutes réalisations de détail, une politique générale qui me paraît consister essentiellement en ces deux points :

1^o Reconstituer notre marine de guerre. C'est une question vitale dont nous ne pouvons nous désintéresser. Il ne peut y avoir d'Empire colonial sans une protection des routes maritimes. Le grand Français Gabriel Bonvalot l'écrivait déjà en 1913 : « Entretienons une flotte assez forte pour défendre et maintenir notre vaste Empire ». Nous devons, par tous les moyens, faire pénétrer cette vérité aussi bien chez nos dirigeants que dans l'opinion publique. Ce serait folie d'entreprendre de grands travaux agricoles, d'aménager des ports, si tout ce travail devait être à la merci de quelques cuirassés d'une puis-

sance étrangère. Le cri d'alarme a été poussé même par les ministres de la marine en exercice. Par quel aveuglement ne voit-on pas l'immensité du péril ?

2° Protéger et développer notre marine marchande. Si, pour les communications et les transports entre la France et l'étranger, nous devons laisser librement jouer toutes les concurrences, le trafic entre la France et ses colonies doit, même s'il n'est pas très rémunérateur, rester sous le pavillon français. Méditez en effet ce simple chiffre. Avant la guerre, sur 2 millions 800.000 tonnes transportées entre la France et ses colonies, 920.000 tonnes, soit 33 pour 100, l'étaient sous pavillon étranger. C'est une situation très dangereuse, à laquelle on peut parer, certes, mais qui, en raison du déséquilibre commercial entre les importations et les exportations, exige l'intervention et l'autorité de l'Etat.

Mais on se heurte là à une difficulté qu'il serait d'un faible cœur de dissimuler. Nous vivons en France sous un régime d'opinion. Or, il me paraît impossible de faire comprendre à un paysan du Cher ou à un ouvrier de Carcassonne que les Français doivent s'imposer des sacrifices d'argent, et même d'hommes, pour un Empire dont il ne peut avoir aucune idée précise, un Empire qui lui paraît chimérique, et dont, en tout état de cause ou de connaissance, les bénéfices sont à longue échéance et renferment une part d'aléa. Sans doute, certains faits peuvent servir à éclairer les plus indociles : les 500.000 soldats coloniaux venus en France pendant la guerre, les 75.000 morts ou disparus de ce contingent, et présentement les 200.000 recrues annuelles, qui forment une part très importante du contingent prévu de 450.000 hommes. Mais que valent ces arguments contre

les raisonnements spécieux des mauvais bergers et contre l'intérêt immédiat? D'autre part, l'instabilité ministérielle, toujours funeste, est particulièrement désastreuse pour des projets qui ne peuvent porter leurs fruits qu'après plusieurs années de tâtonnements et d'expérience. Si nous voulons que la mise en valeur des colonies cesse d'être un mot pour devenir une réalité, il faut, de toute évidence, soustraire les questions d'Empire aux fluctuations imprévues et dangereuses d'une opinion aveugle et mal conseillée.

Quelque hardi que ce projet puisse paraître, je vois la solution sinon parfaite, du moins partielle de ces difficultés, dans la constitution d'un *conseil suprême* de l'Empire français, composé de membres inamovibles, d'une compétence certaine et incontestée (anciens Gouverneurs généraux, Présidents de Chambres de Com-

merce, etc.) disposant d'un budget autonome constitué par le prélèvement dans une proportion à déterminer, sur le rendement de certains impôts et par une participation de toutes les colonies. Ce Conseil aurait droit de *décision*. Ce serait en somme une sorte de Conseil de gérance de l'Empire, responsable, disposant à la fois de l'autorité et de la durée.

Je ne suis certes pas enclin à tout admirer chez nos alliés d'Outre-Manche. Je crois en particulier que leurs institutions ne peuvent, en aucun cas, être transportées, telles quelles, chez nous. Mais, en tout pays, les mêmes causes produisent les mêmes effets. Quand on considère l'histoire de l'Empire anglais, c'est-à-dire de l'une des constructions les plus étonnantes qu'ait vues notre vieux monde, comment ne pas constater que, s'il a réussi, c'est que les questions d'Empire sont soustrai-

tes, autant par le jeu des institutions que par l'effet d'une sorte de consentement tacite de l'opinion, aux délibérations et à la décision du suffrage universel. Ce que l'on appelle si improprement la constitution anglaise n'est que la réunion — et, passez-moi le mot — le conglomerat d'ordonnances, de décisions, de lois, de traditions antiques ou récentes, qui seraient sans force si quelques idées claires n'y mettaient un peu d'ordre. L'une de ces idées est que l'Empire est affaire de gouvernement et non d'opinion. La couronne est le lien visible, personnel, de ce grand corps aux membres disparates. Le roi, le prince héritier se montrent sans cesse sur les navires ou sur les routes impériales. C'est là leur fonction essentielle. Un corps de hauts fonctionnaires indépendants, un *colonial office* aux longs desseins servent une politique dont les secrets ne traînent

pas dans la rue. Un premier ministre socialiste peut, le lendemain de son arrivée au pouvoir, commander quelques cuirassés de plus, sans qu'un Anglais s'en étonne. Question d'Empire, question réservée ! C'est grâce à cette conception claire et de simple bon sens que l'Angleterre, qui ne possède, à beaucoup près, ni les officiers, ni les fonctionnaires, ni les missionnaires que nous avons et que nous pourrions avoir, cette Angleterre que l'esprit particulariste et le prodigieux orgueil de race et de sang rendent si facilement antipathique, et même odieuse aux races de couleur, a pu créer et développer une des plus fortes souverainetés qui aient apparue dans l'univers.

Le conseil suprême dont je suggère la création pourrait, s'il était indépendant, rendre des services analogues à ceux des « constructeurs d'Empire » de jadis.

Si l'on m'objecte que ce serait une innovation sans précédent juridique, j'avoue que nul argument ne me paraît plus faible. Une nation n'est forte que si, à chaque instant de son histoire, elle sait adapter ses institutions aux modes essentiels de sa vie politique. Or nous avons essayé de démontrer, en commençant cette étude, que la guerre a amené des changements profonds dans l'équilibre du monde. Nous, Français, croyons-nous que rester immobiles nous permettra de vivre dans les conditions toutes nouvelles de l'équilibre mondial?

Je n'ai pas la prétention d'étudier à fond une question si complexe. Je me borne à proposer une idée. Nous n'en sommes pas, hélas ! aux détails d'exécution. Dans tous les cas, le problème me paraît clairement se poser ainsi :

Si l'on veut que la France soit libre, indépendante, riche et forte, il faut de

toute nécessité qu'elle développe les ressources de son Empire, et que, de plus en plus, elle trouve en lui les moyens d'équilibrer sa vie économique.

Si l'on veut ce développement, il faut en vouloir aussi les conditions essentielles qui sont la reconstitution d'une marine de guerre, protectrice des routes maritimes, et d'une marine marchande chargée du trafic et des liaisons nécessaires entre toutes les parties de l'Empire.

Si l'on veut cette double reconstitution, il faut, pour la réaliser, une politique suivie, soustraite à l'ignorance inévitable de la masse électorale et aux fluctuations parlementaires.

Il faut donc créer un organisme de gouvernement ayant autorité et durée.

Comment échapper à cette logique, que je ne crée point par des mots, mais que les faits nous imposent?

Et nous, Messieurs, il faut choisir : ou bien ajouter, à chacun de nos congrès, rapports sur rapports et vœux sur vœux, c'est-à-dire faire la besogne la plus vaine qui soit au monde — ou bien nous attaquer résolûment, de front, aux problèmes qui nous sollicitent ; puis ayant vu clair, agir avec décision auprès des pouvoirs publics, en mettant toutes nos forces morales et matérielles au service de quelques idées simples, mais décisives pour l'avenir de l'Empire français.

IMRRIMÉ PAR
M. AUDIN ET CIE
DE LYON



